

**Union européenne - Grèce -
Ouragan Irma - Discours de M.
Emmanuel Macron, président de la
République, devant la communauté
française**

(Athènes, 08 septembre 2017)

Merci beaucoup Monsieur l'Ambassadeur,

Madame et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Député,

Monsieur le Directeur de l'école française d'Athènes,

Madame la Conseillère à l'Assemblée des Français de l'étranger,

Mesdames et Messieurs les Conseillers consulaires,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui ici dans notre école d'Athènes.

Dans ce moment cruel pour toute la France, à quelques milliers de kilomètres de Paris, je suis à vos côtés, comme il se doit et heureux de vous retrouver, mais à quelques milliers de kilomètres de nous, de l'autre côté de l'Atlantique, nous avons des Françaises et des Français qui ont perdu la vie, qui sont dans le dénuement, la souffrance, l'inquiétude après le passage de l'ouragan Irma. Et je veux avoir pour eux aujourd'hui une pensée.

La France est sur tous les continents. C'est pour cela qu'elle est obligée de penser et de vouloir le monde. Alors nous devons, et nous apporterons toute la solidarité à nos concitoyens. Nous déplorons d'ores et déjà aujourd'hui plusieurs victimes, des dommages matériels immenses ; les prochains jours, les prochaines semaines, les prochains mois feront l'objet d'une mobilisation indispensable, celle des services publics, celle sur le terrain de nos forces de sécurité civile, des forces de l'ordre, de l'ensemble des Françaises et des Français qui y vivent et de la solidarité de toute la communauté nationale. Nous serons là.

Et vous le voyez, il y a quelque chose qui ressemble à la France dans notre rencontre d'aujourd'hui. Nous sommes là, Françaises, Français dans un morceau de Grèce regardant l'Orient, dans un lieu que notre pays a choisi de créer pour mieux comprendre ce qui était si loin à l'époque. Ce que Victor Hugo appelait «les orientales». Et nous pensons à des Françaises et des Français à l'autre bout du monde.

Je vous le dis pour que chacune et chacun ait présent à l'esprit que la France n'est pas la France lorsqu'elle se rétrécit sur elle-même, lorsqu'elle pense que ses frontières se réduisent à l'hexagone. Et vous qui êtes là, Françaises et Français vivant à Athènes ou en Grèce, vous le savez mieux que d'autres.

Alors je ne suis pas venu aujourd'hui vous faire un long discours, mais je suis venu vous dire que nous avons dans le moment que nous vivons collectivement une immense responsabilité. Celle d'être l'un de ces rares pays qui a toujours été plus ambitieux que simplement pour lui-même, qui s'est toujours construit dans un rapport à l'universel, à l'autre, qui s'est toujours inventé et réinventé dans sa capacité à propager à travers le monde ses valeurs, ses idées, sa culture, sa volonté de comprendre l'autre, sa présence.

Vous êtes cette présence. Et cette présence dans ce lieu de l'école française d'Athènes a quelque chose d'éminemment symbolique. C'est la France qui décide lorsque un jeune État se crée et sort du joug impérial, non seulement d'aider la jeune Grèce avec des débats au Parlement français qui ressemblent terriblement au débat que nous sommes en train d'avoir sur les aides financières, mais qui décide aussi qu'aider un pays c'est mieux le comprendre. C'est envoyer ses meilleurs éléments. C'est vouloir mieux le connaître, l'aider à comprendre son histoire et son présent.

Alors oui, quand je dis que nous avons une responsabilité aujourd'hui inédite c'est que tout dans le monde que nous traversons pourrait nous pousser vers le rétrécissement. Les forces extrêmes sont à l'oeuvre ici en Grèce comme elles le sont dans notre pays, la France, qui conduisent à laisser croire à certains que notre avenir pourrait se construire en regardant nos petites différences, en défendant nos intérêts particuliers. Vous savez bien, ce qui est bon pour vous et qui se ferait contre les autres.

La France ne s'est jamais construite ainsi parce que le monde ne va pas ainsi. Et vous faites partie de ces femmes et ces hommes qui avez décidé d'être des ponts. C'est-à-dire d'être à hauteur de l'histoire de notre pays.

Je sais bien que parmi vous il y en a qui sont venus parce qu'ils ont lien depuis plusieurs générations. Il y en a qui sont ici parce qu'ils dirigent des entreprises, ont voulu faire avancer leurs affaires, d'autres sont parfois arrivés là pour des histoires d'amour qui durent encore ou qui se sont réinventées. Certains sont venus pour m'accompagner, ils repartiront, mais qui sait ce qu'ils trouveront dans les deux jours qu'ils passent avec moi.

Toutes ces histoires, ce sont ces petits points cousus entre la Grèce et la France. Et vous les faites vivre. Et vous les avez fait vivre durant ces années particulièrement difficiles où la Grèce a eu à traverser une crise profonde, qui n'était pas que la crise de ce pays, qui était une

crise européenne. Qui a été une crise due au manque de responsabilités de quelques-uns, à des mensonges qui ont été faits, à des contournements, mais qui a été aussi due à un manque de solidarité, un manque de volonté, d'ambition européenne qui a frappé plusieurs pays dont celui-ci. Et vous êtes restés. La France est restée durant la crise.

Et je le disais tout à l'heure encore et au président de la République grec, et au Premier ministre grec, la France a toujours été là. Elle était là tout au début de la construction de l'État, elle était là durant la crise. Elle était là parce que les entreprises françaises sont restées lorsque c'était difficile et elle sera là demain.

Mais cette présence, elle ne se décrète pas dans un endroit donné, à Paris ou ailleurs. Elle est vivante parce que vous êtes là. Et en venant ici pour cette première visite d'État avec mon épouse, c'est ce message aussi que nous voulions vous transmettre. Vous avez une part de la vérité française parce que vous êtes la France hors des frontières. Et ne laissez jamais celles et ceux qui veulent faire croire à l'étranger que la France est elle-même lorsqu'elle se rétrécit qu'ils ont une part de notre vérité : c'est faux. Ils voudraient faire bégayer l'Histoire ou faire résonner les pires moments de celle-ci.

Vous êtes une part de notre pays à l'autre bout de l'Europe, parce que vous portez aussi cette ambition européenne et ce dont elle a besoin pour vivre, c'est-à-dire la présence de toutes les femmes et les hommes d'Europe. Je l'ai dit hier, lors de mon discours à la Pnyx. Cette volonté d'Europe, nous devons la refonder, lui redonner son énergie profonde, cette force qui nous unit.

Mais elle se construit sur quoi ? Oui, des politiques, une détermination, des traités existants et de nouveaux traités qu'il nous faudra porter, des réformes institutionnelles dans tant et tant de secteurs que vous représentez : l'énergie, le numérique, les infrastructures, la défense, l'industrie, le tourisme, l'agroalimentaire...

Mais à la fin, comme le disait Jacques Delors, est-ce qu'on tombe amoureux du marché commun ? Est-ce qu'on tombe amoureux d'un traité, des institutions, des réformes constitutionnelles ou autres ? Rarement. On peut tomber amoureux d'une Grecque ou d'un Grec, d'une culture, d'un pays, d'un livre.

L'Europe, c'est une aventure qui unit les hommes. C'est cela le fondement de ce qui nous a fait. Il n'y a pas un espace au monde qui soit fait de tant de langues, de tant de diversités, de tant de spécificités. Regardez le reste de la planète : il n'y a pas un endroit où le concentré de civilisation dans sa pluralité est si fort. Il n'y en a pas un qui ait été traversé par autant de guerres, de divisions. C'est l'Histoire de notre continent et depuis 70 ans, nous avons réussi une aventure unique : nous avons uni les hommes par notre choix, par nos décisions.

Alors votre présence ici en Grèce, elle fait partie de cette union. Elle fait partie de ce mouvement perpétuel que nous devons consolider, qui nous fonde et qui nous rend plus forts. L'Europe est ici, en Grèce, aussi forte, aussi légitime, aussi vibrante qu'elle l'est à Berlin, à Paris, à Madrid ou à Rome. Et votre présence a continué à dire partout que cette légitimité était bien là. Alors je veux qu'ensemble, durant les prochains mois, durant les prochaines années,

nous puissions avec force refonder cette Europe. C'était l'un des objets de ma visite ici. Expliquer aux Grecs, aux Français, aux Européens que oui, nous devons retrouver cette ambition première, un peu folle, de retrouver cette union des hommes.

Je souhaite donc que d'ici la fin de l'année, nous puissions construire une nouvelle feuille de route qui puisse, lorsqu'on parle de culture, de langue, d'enseignement, d'économie, de défense, de sécurité, sur tous ces sujets que nous ayons une dizaine non pas de mesures techniques mais d'objectifs, de volonté profonde de pouvoir construire à dix ans. Refonder ce qui, il y a 70 ans, nous a fait. L'ambition véritable.

C'est ce que je soumettrai dans quelques semaines à nos partenaires européens. C'est ce que je souhaite que nous puissions ensuite consolider avant de lancer partout - et je vous demande d'y participer ici, où vous êtes - ces conventions démocratiques où le peuple doit choisir, dans la controverse et la délibération, ce qui sera son avenir. C'est ce que nous devons aussi à la Grèce et à tant de pays européens qui ont souffert durant ces années. Ils ont souffert en voulant rester dans l'Europe. Ils ont parfois souffert parce qu'ils pensaient que, pour eux, l'avenir était en Europe alors que tant et tant leur ouvraient les bras.

La Turquie leur proposait une autre aventure moins difficile, la Russie même pour certains leur proposait des lendemains heureux. Ces peuples ont choisi l'Europe avec toutes les difficultés que cela emportait. Nous ne leur devons qu'une chose : de l'ambition, encore davantage. De les tirer, de les emmener, de vouloir davantage d'Europe. Parce que l'Europe ne s'est jamais construite sur des équilibres bancals, sur des arrangements quotidiens, sur la bureaucratie ou des petites techniques. Elle s'est construite sur des rêves, des ambitions, de la littérature.

Pensez donc, au moment où l'école française d'Athènes ici se construisait, la France débattait de ce qui se passait entre la Grèce et la Turquie. Des Françaises et des Français étaient émus par quoi ? Pas par des textes ou par des réglementations : parce que des poètes français avaient décidé que c'était aussi leur aventure. C'est cela, l'Europe. C'est une série de rêves tissés. Alors notre génération aujourd'hui peut-elle accepter qu'elle n'a plus de rêve ? Ou qu'elle devrait rêver moins fort, moins beau qu'il y a 150 ans ? Que ce serait peu crédible ou, au fond, réservé à des idéalistes de faire cela ? Alors je dis à tous ceux qui pensent ainsi, regardez la France.

Tous ceux qui vous disent aujourd'hui : «En Europe l'ambition, le rêve ne sont pas possibles», moi je les ai entendus de très près. Ils étaient les mêmes en France, des commentateurs, des déçus, des gens qui pensent que l'extrême modernité c'est de ne plus avoir de grands récits, de grands rêves, de grandes histoires, qui pensent qu'on vit mieux assis, que tout est un peu triste, que les accommodements dans leur subtilité sont ce qui doit faire le sel de notre vie aujourd'hui. Le peuple français leur a donné tort, alors suivez l'exemple du peuple français partout.

Croyez dans l'ambition parfois un peu folle ; croyez dans des valeurs et des mots que les autres n'osent plus prononcer : la bienveillance, l'ambition, la solidarité. Non pas pour les répéter, mais pour donner un contenu, pour convaincre, pour avancer. C'est cela, ce temps européen, qui s'ouvre. C'est cela ce que nous devons réussir et c'est ce pourquoi je compte, ici où vous êtes, tant sur vous. Vous étiez là, dans les années difficiles ; soyez là pour aider les Grecs à

rêver plus encore, à vouloir aller plus loin et plus haut.

Alors enfin en France, puisque c'est notre patrie, nous allons dans les semaines, les mois, les années qui viennent, continuer à transformer. Faire ce pour quoi les Françaises et les Français m'ont élu, sans hésitation, avec la calme détermination du choix démocratique, et cette certitude chevillée au corps que notre pays en a besoin, porté par l'ambition.

Ce sont nos politiques publiques. Chacun dépend de notre économie et de notre État que nous allons transformer pour que nos jeunes aient un avenir. Non pas un avenir qu'on leur impose, mais qu'ils puissent choisir. Pour que notre pays soit plus efficace, produise davantage, puisse innover avec force dans cette Europe que nous aurons refondée. Mais puisse le faire pour défendre aussi nos valeurs, ces valeurs qui n'existent presque nulle part ailleurs qu'en Europe. Celles d'une justice à laquelle nous tenons tant, mais sans céder à aucune des tromperies du moment.

Cette transformation française ne se fera pas contre l'Europe ou contre le monde. Elle se fera parce que la France aura une ambition européenne et mondiale assumée. Cette transformation française, elle ne se fera pas au bénéfice simplement de quelques-uns, parce que la France est un pays qui a la passion de l'égalité. Mais cette transformation ne peut pas se faire si la première réponse toujours apportée est de savoir comment on corrige les petites jalousies du moment, où on répartit ce qu'on n'a pas encore produit. Le pays ne sera juste que s'il est efficace. Il ne sera juste que s'il n'est pas jaloux. Il ne sera progressiste que s'il embrasse la modernité, non pas pour s'y adapter, mais pour la faire.

Et je l'ai souvent dit et je le disais devant nos compatriotes il y a quelques semaines, en Roumanie. D'aucuns faisaient semblant de découvrir cette forme de provocation que j'assume. La France n'est pas un pays qui se réforme ; notre pays ne se réforme pas. Parce que nos concitoyens, aussi longtemps qu'il est possible de ne pas faire les réformes indiquées par les livres ou les procédures, se cabrent, résistent, contournent. Nous sommes ainsi faits, mais le temps que nous vivons n'est plus un temps à faire des réformes ou des ajustements, c'est le temps d'une transformation profonde.

Pourquoi ? Parce que c'est la survie du pays, les valeurs que nous défendons dans un monde où tout est bousculé. Parce que c'est notre capacité à porter une Europe et une ambition européenne. Pensez-vous, croyez-vous un instant que nos partenaires européens vont regarder la voie que nous ouvrons si, chez nous, nous ne savons pas changer les choses ? La capacité de la France à se transformer, c'est sa capacité démontrée à transformer l'Europe dans le même temps.

Et aujourd'hui, au moment où je vous parle, près d'ici, des puissances que ce pays a si longtemps connues tournent le dos aux valeurs démocratiques. De nouvelles puissances autoritaires émergent. Le doute se fait dans le camp même de l'Occident, sur nos fidélités et nos finalités. De nouveaux risques adviennent. Pensez-vous que nous pourrions tenir notre rang ? Défendre nos intérêts et nos valeurs si nous ne sommes pas forts, si nous ne transformons pas les choses ?

Alors oui, je vous le dis. Des choses qui paraissent terriblement infaisables : réformer le droit du travail, transformer la formation des chômeurs, réformer le marché du logement, les transports, tout ce qui a fait hésiter, bégayer l'histoire en France depuis tant de décennies, nous allons le faire. Sans brutalité, avec calme, avec explications, avec sens. Parce que je ne veux répondre en ces matières à aucune jalousie ou à aucune directive de l'un ou de l'autre. Je veux juste que notre pays soit plus fort pour pouvoir être plus juste. Soit plus fort pour porter l'Europe dans cette ambition que je décrivais. Soit plus fort pour défendre ce qu'il est et qu'il a toujours été à travers le monde.

Nous sommes là, dans ce jardin. Il y a quinze ans, j'aurais sans doute tenu un autre discours. On aurait pu peut-être imaginer une forme de fin de l'histoire. Ce pays pensait que la croissance lui était offerte désormais, que tout irait bien et que l'Europe était une forme de créature devenue évidente qui pouvait s'assoupir. C'est un peu ce qui s'est passé. Les quinze dernières années nous ont montré que rien n'était ainsi.

Et aujourd'hui les valeurs, la force, tout ce qui a porté ce projet français et grec qui nous réunit est bousculé par le monde qui va. Sur les autres rives de la Méditerranée, ceux qui nous attaquent détruisent les oeuvres d'art qu'ici on protège et on fouille. C'est pourquoi je crois tant à la culture, en ce qu'elle dit de notre civilisation, en ce qu'elle dit de nos valeurs, en ce qu'elle dit de ce que nous sommes et de ce que nous voulons faire. Mais tout cela nous a rappelé une chose : la démocratie ici inventée est fragile ; la paix que nous avons inventée en Europe après guerre est fragile ; l'esprit de culture que nous avons défendu et porté ici est fragile ; cette volonté d'universel qui vous fait là est fragile.

Alors c'est parce que c'est fragile que je veux vous dire, pour terminer, deux choses. Je serai d'une détermination absolue et je ne céderai rien ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes. Et je vous demande d'avoir, chaque jour, la même détermination. Ne cédez rien ni aux égoïstes, ni aux pessimistes, ni aux extrêmes. Vous êtes une part d'Europe ici, une part d'Europe redoublée.

Et votre voix est importante. Et notre voix est importante parce qu'elle est attendue. C'est l'immense responsabilité de notre génération. Elle ne pourra pas s'asseoir, elle ne pourra pas se reposer, elle ne pourra pas attendre. Parce que je ne veux pas dans quinze ans qu'un autre président puisse venir dire que c'est pire encore. Alors je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi. Vive la République et vive la France./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)